

## **Comment l'éducation peut-elle dépasser l'opposition entre unité et diversité ? (Colloque d'Education & Devenir)**

Paru dans [Scolaire](#), [Périscolaire](#), [Orientation](#) le lundi 18 mars 2019.

L'Etat ne joue pas toujours son rôle de garant de l'équité du service public d'éducation. C'était l'une des leitmotifs du colloque d' Education & Devenir, qui s'est achevé hier 17 mars à Avignon. Créé en 1984, après le départ du ministre Alain Savary, ce "laboratoire d'idées" réunit surtout des cadres de l'Education nationale, et il s'était donné pour thème cette année "unité et diversité". Voici des échos de ces rencontres à la recherche "du bon dosage entre l'Etat et les collectivités", l'association leur demandant de "ne pas casser ce qui marche".

Joël Zaffran (sociologue, Bordeaux) interroge les ambitions du système scolaire à travers le prisme du décrochage, un phénomène bien connu, et dont les causes sont multiples, parfois liées à l'environnement, comme pour ces fils de docker du Havre qui, pensent-ils, n'ont pas besoin de l'école pour avoir un boulot sur le port, mais plus souvent à une histoire personnelle d'échec scolaire, de harcèlement, d'orientation subie. Il les examine aussi à travers celui, beaucoup moins bien documenté, du raccrochage, dont le chercheur montre combien les trois types de structures qui lui sont dédiées, micro-lycées, écoles de la deuxième chance et EPIDE sont inégalitaires, ne s'adressent pas aux mêmes types de public. Les premiers accueillant plus souvent des enfants de cadres et d'enseignants pour qu'ils retrouvent le chemin des études, les E2C et EPIDE des enfants des milieux populaires pour qu'ils se préparent à l'emploi. Les inégalités sont également territoriales. Alors que Nouvelle Aquitaine en a fait "un objet emblématique de son mandat", Auvergne - Rhône - Alpes a coupé les subventions à La Bouture...

### **"J'y suis, j'en suis"**

A noter dans le même ordre d'idées que Bretagne, Champagne-Ardenne, Rhône-Alpes et Ile-de-France se sont retirées du partenariat avec le festival d'Avignon qui organise un accueil de lycéens et apprentis. Restent les Hauts-de-France et PACA, mais pas pour les enfants du "grand Avignon", souvent pourtant éloignés des pratiques culturelles; la Ville, le festival et les CEMEA ont bricolé des moyens pour qu'ils profitent, eux aussi, de l'effervescence de juillet, pour "qu'ils y soient et qu'ils en soient".

Patrice Caro, co-auteur de "l'Atlas des fractures scolaires" (voir [ToutEduc](#) [ici](#)) s'inquiète d'ailleurs des inégalités géographiques : dans certains territoires, 50 % des enseignants ont moins de 30 ans et 50 % demandent une mutation ; à Mayotte et en Guyane, le pourcentage des non-titulaires peut être de quatre à six fois supérieur à la moyenne métropolitaine... Pierre Champollion (laboratoire Education, cultures, politiques, Lyon2), dont les travaux sur l'école en milieu rural et en zone de montagne ont été moins médiatisés, rappelle que 49% des classes des écoles primaires regroupent deux niveaux ou plus, un taux qui atteint 75 % dans la Drome, que les classes uniques ont des résultats nettement meilleurs que les écoles à classes de niveaux homogènes, surtout lorsque, comme en Ardèche, on leur affecte systématiquement deux enseignants : les élèves travaillent en îlots et en autonomie, les enseignants sont davantage en position d'accompagnement.

### **Les classes uniques rurales ont de meilleurs résultats que les classes homogènes**

Et pourtant, ces jeunes et leurs parents ont des ambitions en termes d'orientation nettement plus faibles. Le chercheur nuance son propos. On assiste à "une atténuation limitée de la spécificité rurale", peut-être du fait des nouveaux publics. Alors que les "ruraux historiques" faisaient

confiance aux enseignants pour que leurs enfants acquièrent les fondamentaux, les "néo-ruraux" attendent bien plus de l'école en termes d'ouverture culturelle et les "derniers venus" qui espèrent une vie moins rude ne font pas plus confiance aux institutions que dans les "territoires urbains déshérités" dont ils sont issus. P. Champollion considère toutefois qu'il faut conserver ce modèle scolaire "qui coûte cher" mais qui marche si bien, en Catalogne, en Aragon, au Portugal comme en France qu'on tente actuellement de l'importer dans les quartiers difficiles de Barcelone.

### **L'Etat joue-t-il son rôle pour faire dialoguer les communautés éducatives ?**

Damien Berthilier, adjoint à Villeurbanne et président du RFVE, s'interroge sur le rôle des collectivités. Celles-ci sont garantes de la continuité des politiques publiques sur le terrain, mais elles peuvent être défaillantes, comme à Marseille ou Béziers, et il faut alors que l'Etat se substitue à elles. Il peut aussi les mettre en difficulté, quand il modifie les règles du jeu, par exemple sur les rythmes scolaires et qu'il provoque la rupture des liens créés, souvent difficilement, avec les personnels de l'Education nationale. A noter que ceux-ci, lorsqu'ils ont des doléances à adresser à la puissance publique, se tournent plus facilement vers le maire que vers le DASEN. D'ailleurs l'Etat joue-t-il son rôle ? Fait-il dialoguer les communautés éducatives ?

"L'institution ne sait pas travailler avec ses partenaires", estime pour sa part Damien Baldin. Professeur d'histoire, co-directeur de l'association "Le Choix de l'Ecole". Celle-ci propose depuis 3 ans à de jeunes diplômés, souvent issus de Sciences-po, de grandes écoles de commerce, parfois d'ingénieurs, plus rarement d'universités, qui découvrent qu'ils n'ont aucune envie d'exercer l'un de ces métiers prestigieux auxquels ils étaient destinés, ou qui en ont fait l'expérience vite décevante, de tenter l'enseignement. Cette année, il y avait "300 à 400 candidats" et 68 ont été retenus. Dans le cadre d'une convention avec l'académie de Créteil, et maintenant avec Versailles et Paris, sans que celles-ci évaluent le travail fait ni ne pose leurs conditions dans un document de type "charte", ces jeunes sont nommés contractuels dans un collège où ils s'engagent à rester deux ans. L'association leur propose au préalable, l'été, un mois de formation, avec des intervenants comme Antoine Prost ou François Dubet, éloquentia, des enseignants de terrain, une immersion dans un centre de loisirs pour découvrir la réalité des jeunes qu'ils auront comme élèves... Un rapprochement avec le CRAP-Cahiers pédagogiques est envisagé. Puis, pendant deux ans, l'association, financée à 95 % par du mécénat via l'Institut Montaigne, leur apporte tutorat et moments de réflexion collective... Les trois quarts de la première promotion a passé et réussi le CAPES, d'autres préparent l'agrégation, quelques uns ont choisi le retour au privé.

### **D'autres ambitions que "lire, écrire, compter, respecter autrui..."**

Eric Favey s'interroge. Jusqu'à quel point un tel dispositif est-il reproductible ? Faut-il même qu'il le soit ? L'ancien président de la Ligue de l'enseignement sait bien que celle-ci aussi est appelée à pallier les insuffisances de l'action publique. A partir de quand se fait-on alors "complice de l'impuissance publique" ? L'institution est-elle capable de reprendre, de "digérer" ces apports extérieurs ? "Le choix de l'école" a mis en évidence un désir d'engagement. Mais comment aller au-delà et mobiliser la société ? Comment "rendre visibles des raisons de s'engager dans le métier" ? Avec Jules Ferry, les "hussards noirs" avaient comme ambition de faire des républicains. Sans revenir au passé, il faut trouver aujourd'hui des perspectives plus mobilisatrices qu'enseigner à "lire, écrire, compter, respecter autrui", une formule qui témoigne, estime-t-il, de ce que "la régression est dans le discours public" ! Cet appel à l'imagination pour dépasser l'opposition "unité" versus "diversité" correspondait manifestement aux attentes des militants d'Education & Devenir.